

***l'Anti*capitaliste**

n°614 | 5 mai 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

FACE À L'ACTE 2 DE MACRON



CONSTRUIRE

LA RIPOSTE

UNITAIRE



Dossier

CIAO ALAIN, TON COMBAT CONTINUE!

Pages 6 et 7



ÉDITO

Un permis de tuer pour la police?

Page 2



PREMIER PLAN

IVG. Un enfant si je veux quand je veux

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Rwanda. Le viol des femmes tutsi par des soldats français

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Véronique Daubas-Letourneux, autrice de «Accidents du travail. Des morts et des blessés invisibles»

Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Un permis de tuer pour la police ?

« Le problème de la police, c'est la justice. » Ce slogan du syndicat policier d'extrême droite Alliance, qui avait été popularisé lors de la mobilisation policière du 19 mai 2021 devant l'Assemblée nationale, a de nouveau résonné dans les rues de Paris lundi 2 mai. Ce mot d'ordre particulièrement révélateur de l'état d'esprit des « forces de l'ordre » a ainsi été repris lors du rassemblement organisé par Alliance, l'Unsa et Synergie à Paris, mais aussi lors des dizaines d'autres mobilisations policières organisées aux quatre coins de la France, pour protester contre la mise en examen du policier qui a tué deux occupants d'une voiture sur le Pont-Neuf le soir du 24 avril, second tour de l'élection présidentielle. L'impunité totale : c'est ce que revendiquent ces syndicats, en mettant en cause la justice et le droit, dont on sait pourtant qu'ils n'ont guère permis, ces dernières décennies, de faire réellement condamner les policiers auteurs de violences et de crimes. La « présomption de légitime défense » : c'est ce qu'ils demandent aussi, doux euphémisme pour réclamer un permis de tuer, revendication portée lors de la campagne présidentielle par Le Pen et Zemmour, candidats pour lesquels les policiers et les gendarmes ont massivement voté. Ces dernières semaines, de nombreux cas de violences policières, voire de crimes policiers, ont été constatés. Une confirmation que la réélection de Macron n'a nullement signifié pour les forces de répression une quelconque forme d'appel à la retenue. Bien au contraire, dans la mesure où les cinq premières années de pouvoir Macron ont été celles de l'accélération du cours autoritaire, du recours systématique à la police pour « gérer » la conflictualité sociale. Les « bonnes relations » avec la police demeurent un pilier de la Macronie, qui a de nouveau montré, lors des manifestations du 16 avril et du 1^{er} Mai, qu'elle n'entendait pas renoncer à sa politique d'encadrement et d'intimidation des manifestations. Tout un symbole : Amal Bentounsi, du collectif Urgence notre police assassine, a été interpellée le 2 mai dans le contre-rassemblement organisé à proximité de celui des syndicats policiers. Elle est poursuivie pour « organisation d'une manifestation non déclarée » et sera jugée le 11 août. Nous lui exprimons toute notre solidarité, ainsi qu'à toutes celles et tous ceux qui luttent contre les violences policières et que le pouvoir veut faire taire. Et nous continuerons de nous mobiliser avec elles et eux, sans avoir peur de le répéter : oui, la police tue.

BIEN DIT

Soutenu par toute la droite LR et de nombreux pontes locaux dont Emmanuel Macron convoitait le soutien, Didier Raoult a pu impunément continuer à arroser depuis son nid d'aigle la population, les médias et les revues scientifiques d'approximations hasardeuses et de sous-entendus conspirationnistes, sur les traitements proposés par la communauté scientifique, puis sur la vaccination.

CHRISTIAN LEHMANN (médecin), à propos du rapport de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) sur l'IHU de Marseille, liberation.fr, 29 avril 2022.

À la Une

FACE À L'ACTE 2 DE MACRON

Construire la riposte unitaire

Les manifestations du 1^{er} Mai, journée internationale de lutte des travailleurEs, ont été plutôt réussies, avec 200 000 personnes dont 50 000 à Paris, et des manifestations importantes dans un certain nombre de villes, souvent autour de luttes locales, entre autres celles des travailleurEs sans-papiers. Elles montrent que, malgré la victoire de Macron et la montée de l'extrême droite, les classes populaires ont du répondant. Dans ces manifestations, on a notamment entendu le refus de subir cinq ans de plus les politiques antisociales de Macron.

Les institutions de la 5^e République permettent, parce qu'elles sont profondément antidémocratiques, de donner le pouvoir à un président qui est haï par la majorité de la population, et à propos duquel les enquêtes d'opinion indiquent que la majorité des sondés ne souhaitent pas qu'il ait la majorité à l'Assemblée nationale.

Le refus de subir s'exprime

Nous sommes bloqués dans une situation désastreuse avec, sur le plan politique, un pôle fascinant autour de Le Pen et Zemmour, qui veulent en finir avec les libertés démocratiques et les droits sociaux de touTEs et s'en prendre violemment aux étrangerEs, et de l'autre un pôle ultralibéral, antisocial et autoritaire autour de Macron. Mais les manifestations du 1^{er} Mai, comme le score de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, qui a exprimé une dynamique de refus de se soumettre aux politiques néolibérales-autoritaires tout en rejetant la mortelle option Le Pen, ont montré que nous sommes nombreux et nombreuses à ne pas nous résigner à la situation actuelle.

Construisons une riposte unitaire du monde du travail

Dans les prochaines semaines doit se construire une unité du monde du travail, des opprimés, des exploités contre la politique de Macron et contre l'extrême droite, et pour modifier le rapport de forces. Car face au pouvoir et face au patronat, on ne peut plus se résigner : il faut des luttes de masse et une rupture avec le capitalisme et le libéralisme. Nous avons besoin de nous retrouver pour discuter de nos revendications pour la défense des retraites, l'augmentation des salaires,



PHOTOHÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

l'interdiction des suppressions de postes, l'accueil de touTEs les réfugiés, pour engager une transition écologique en expropriant les grandes entreprises de l'énergie et des transports... Tout l'inverse de ce que Macron et les siens nous promettent, dans la continuité d'un premier quinquennat destructeur pour nos droits et nos vies.

Le NPA se bat pour l'unité à gauche...

C'est pour contribuer à la construction d'une gauche de combat que le NPA participe aux discussions avec l'Union populaire et les autres forces de gauche pour chercher un accord pour les élections législatives, pour tenter de créer une dynamique unitaire électorale et militante. À l'heure où ces lignes sont écrites, les discussions s'accroissent, mais rien ne garantit

qu'elles pourront aboutir à un accord auquel nous serions prêts à participer. Mais nous irons jusqu'au bout de la démarche dans laquelle nous nous sommes engagés. Nous sommes prêts à nous allier avec d'autres forces, dans la rue et dans les urnes. Des candidatures communes de toute la gauche permettraient de limiter le poids de Macron et de l'extrême droite à l'Assemblée nationale, voire d'empêcher Macron d'avoir la majorité des sièges. Cela pourrait ouvrir une période d'instabilité dans laquelle les classes populaires pourraient s'engouffrer pour s'opposer aux classes dominantes.

... pour rompre avec la gauche qui a trahi!

En revanche, s'il s'agissait de reconstruire, avec la direction du Parti socialiste, une gauche

institutionnelle qui s'adapterait aux logiques libérales, ce ne serait pas possible. Nous avons déjà vu les dégâts de la gestion par la gauche institutionnelle, avec Jospin ou Hollande ! Il faut clarifier les débats : nous voulons une gauche de rupture avec les logiques libérales, notamment de l'Union européenne, et avec les institutions antidémocratiques de la 5^e République. Une gauche qui ne réduit pas la lutte à ce qu'elle fait dans les institutions mais cherche à construire les mobilisations, faire en sorte que les populations, les travailleurEs s'impliquent dans la vie politique et prennent leurs affaires en main ! C'est ce que nous avons porté, parfois bien seuls, avec la campagne de Philippe Poutou, et que nous voulons continuer à défendre, avec toutes celles et tous ceux qui se retrouvent autour de ces perspectives.

MOBILISATIONS SOCIALES

Retour sur les manifestations du 1^{er} Mai

Avec une journée internationale de lutte des travailleurEs qui tombait un dimanche et, en France, au milieu des vacances scolaires de deux zones (académies de Paris, Créteil, Versailles, Montpellier et Toulouse) et dans la foulée du sinistre 2^e tour de l'élection présidentielle, il était difficile de prévoir l'ampleur de la participation aux manifestations de ce 1^{er} Mai 2022.

À l'égard de cette situation, les chiffres annoncés tant par le pouvoir (116 500 nationalement pour 280 rassemblements, dont 24 000 à Paris) que par la CGT (210 000 nationalement dont 50 000 à Paris), en substantielle augmentation par rapport à 2021 (106 650 manifestantEs en France, dont 17 000 dans la capitale pour le ministère de l'Intérieur et 170 000 manifestantEs, dont 25 000 à Paris pour la CGT) sont plutôt une relative bonne surprise.

Selon la tradition les plus grosses manifestations ont eu lieu à Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Nantes (autour de 5 000 manifestantEs en fonction des sources). Et 2 500 à Vienne, à Lille, 2 000 à Rennes.

De beaux cortèges un peu partout : autour de 1 500 manifestantEs à Strasbourg, Besançon, Dijon, Clermont-Ferrand, Limoges, Bayonne, Tours, Caen, Rouen (manifestation ouverte par les travailleurEs sans-papiers licenciés d'une boîte

sous-traitance d'Amazon), Brest. Plus de 1 000 à Pau. Et des centaines à Metz, Valence, Aix, Tarbes, Auch, Montauban, Dax, Quimper, Poitiers, Amiens, Cherbourg, Nice. Et des dizaines de rassemblements dans de nombreuses autres villes.

De nombreux débats

Les organisations syndicales, malgré une préparation modeste, représentaient le plus souvent la moitié des cortèges avec une forte présence CGT et une participation significative des

organisations de jeunesse. Pour les organisations politiques, il y a eu une faible présence globalement avec les classiques PCF, JC, FI, LO, ÉELV, et ATTAC, les organisations de soutien au peuple palestinien et des groupes antifascistes. Dans plusieurs villes, des individus ou des petits groupes d'extrême droite ont tenté provocation et immixtion dans les cortèges. Les nombreux cortèges du NPA étaient souvent élargis par rapport aux éditions précédentes avec la présence significative de contacts réalisés lors de la campagne présidentielle. Si la réforme des retraites était le plus fréquemment évoquée dans les banderoles, pancartes et mots d'ordre, les rassemblements ont aussi été des lieux de discussions tant autour du bilan de l'élection présidentielle que de la préparation des législatives. Le rejet de Macron était évidemment largement partagé

Un monde à changer

POLOGNE: LES RÉFUGIÉ-E-S EXPOSÉS À DES RISQUES DE TRAITE HUMAINE ET D'EXPLOITATION

En Pologne, les réfugiés en provenance d'Ukraine, en particulier les femmes et les filles, sont confrontés à des risques accrus de violence sexiste, de traite et d'autres formes d'exploitation en raison de l'absence de mesures systématiques de protection et de sécurité dans ce pays, a déclaré le 29 avril Human Rights Watch.

«L'accueil par la Pologne des populations fuyant la guerre en Ukraine est un changement positif comparé à sa réponse à d'autres crises, mais l'absence de mesures fondamentales de protection risque d'exposer les réfugiés à de graves abus», a déclaré Hillary Margolis, chercheuse senior auprès de la division Droits des femmes de Human Rights Watch. «Laisser cette responsabilité aux bénévoles et aux activistes, c'est transférer la charge de sécuriser

les réfugiés à des personnes bien intentionnées mais pour la plupart non formées, sans les systèmes ou le soutien nécessaires.»

Depuis le 24 février 2022, plus de 2,9 millions de réfugiés fuyant la guerre en Ukraine sont arrivés en Pologne. La plupart sont des femmes et des enfants, en grande partie à cause de l'obligation imposée par la loi martiale ukrainienne aux hommes âgés de 18 à 60 ans de rester dans leur pays pour une éventuelle conscription.

Entre le 22 et le 29 mars, Human Rights Watch a mené des recherches au poste-frontière de Medyka, dans les gares de Przemysl, Cracovie et Varsovie, ainsi que dans des centres d'accueil, notamment le centre d'accueil Tesco de Przemysl, le centre des expositions Ptak à Nadarzyn, dans la banlieue de Varsovie, le site Cinema City à Cracovie et l'emplacement du marché de Rzeszow. Les chercheurs se sont entretenus avec

20 femmes et filles réfugiées, cinq membres du personnel et 10 bénévoles indépendants dans les sites d'accueil, sept représentants d'organisations non gouvernementales, des responsables de trois agences d'aide humanitaire et un chef de police adjoint à Podkarpackie.

Human Rights Watch a identifié des mesures de protection incohérentes et un manque de coordination gouvernementale, susceptibles d'amplifier les risques d'abus, en particulier pour les femmes et les filles. Des bénévoles, des représentants d'ONG et d'agences des Nations unies, ainsi qu'un chef adjoint de la police, ont fait part de leurs préoccupations quant à l'absence de mesures de sécurité systématiques ou de moyens d'identifier, de prévenir ou de répondre à la violence sexiste, notamment la traite, l'exploitation sexuelle et le viol. Human Rights Watch a écrit au gouvernement polonais le 31 mars pour présenter les résultats de ses recherches et demander des informations, mais n'a pas reçu de réponse jusqu'à présent.

Source: <https://www.hrw.org/fr/>

IVG Un enfant si je veux quand je veux

Au Pays-Bas et au Royaume-Uni les IVG se pratiquent déjà jusqu'à 24 semaines, en Suède cela est possible jusqu'à 18 semaines. C'est donc vers ces pays que les 5 000 femmes ayant dépassé les délais en France se dirigent, chaque année, pour accéder à l'IVG. La proposition de délai de 24 semaines pour avorter n'est donc pas une proposition qui serait isolée et n'existerait que chez nous. Au Royaume-Uni et au Pays-Bas elle a été le fruit d'un travail éthique, de discussions médicales et de luttes féministes!

L'IVG jusqu'à 24 semaines: c'est possible et souhaitable

L'OMS recommande par exemple «de supprimer les obstacles politiques à l'avortement sécurisé qui ne sont pas justifiés d'un point de vue médical, tels que la criminalisation, les périodes d'attente obligatoires, l'obligation d'obtenir l'autorisation de tiers (par exemple, du partenaire ou de membres de la famille) ou d'institutions, et les limites quant au moment de la grossesse où l'avortement peut être pratiqué». C'est-à-dire concrètement, comme au Canada ou dans certains États des États-Unis, d'autoriser l'avortement jusqu'à la dernière semaine de grossesse. Pour l'OMS, il s'agit en effet de lutter contre les avortements clandestins qui concernent 25 millions d'avortements par an,

Depuis le 23 février 2022, l'IVG est accessible en France jusqu'à 14 semaines de grossesse, une avancée qui permet également aux sages-femmes de pratiquer les interruptions volontaires de grossesse chirurgicales. Mais nous devons aller plus loin!



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

provoquant l'hospitalisation de millions de femmes et le décès de 39 000 d'entre elles.

En réalité, on sait que les restrictions et les délais concernant l'accès à l'avortement ne permettent pas de réduire le nombre d'IVG réalisés, ce qui signifie que pour de nombreuses femmes, en termes de souffrance, de douleur et même d'impact sur leur vie sociale, l'IVG sera toujours préférable à la poursuite d'une grossesse non désirée jusqu'à l'accouchement. Il ne faut pas s'y tromper, les femmes qui ne désirent pas poursuivre une

grossesse seront à la recherche de moyens, même les plus extrêmes, pour y parvenir. À l'inverse, nous savons que plus l'avortement est accessible – par l'allongement des délais d'accès, les suppressions des délais de réflexion, etc. – plus les femmes y ont recours tôt et ont accès immédiatement aux soins adaptés à leurs besoins.

Une lutte féministe de chaque instant

Emmanuel Macron, qui était opposé à l'allongement du délai jusqu'à 14 semaines de grossesse,

n'hésite pas à jouer sur la rhétorique des anti-IVG en expliquant que l'avortement est un «traumatisme» pour les femmes. Il faut rappeler que l'IVG émane d'un choix conscient et du désir de ne pas poursuivre sa grossesse. Il s'agit en fait de garantir l'accès à nos droits reproductifs, d'exercer notre autonomie, d'avoir un contrôle sur nos corps, de choisir pour et par nous-mêmes quand et comment fonder une famille si nous le voulons. Il s'agit de nous libérer du processus de domination masculine et de briser l'oppression patriarcale qui voudrait nous enfermer dans la sphère privée et familiale.

Allonger le délai légal de l'IVG à 24 semaines est donc bien une avancée du point de vue des droits des femmes. Dans le monde, une femme meurt toutes les neuf minutes d'un avortement clandestin: défendre l'allongement du délai légal de l'IVG à 24 semaines est donc une revendication qui a une portée internationaliste. Cette revendication rejoint ce que nous avons toujours avancé: le libre choix des femmes à disposer de leur corps et à planifier leur famille. **Aurélien-Anne Thos**

Le chiffre 44 milliards

C'est la somme en dollars que le patron de Tesla s'apprête à déboursier pour racheter le réseau social Twitter. Soit l'équivalent du PIB du Cameroun (26 millions d'habitants).



Agenda

Dimanche 8 mai, pique-nique géant Triangle de Gonesse pour sauver les terres, Gonesse.

Pique-nique à partir de 11 h au carrefour de la Patte d'Oie à Gonesse suivi d'une randonnée sur le Triangle à 14 h 30.

Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14^e université d'été du NPA, Port-Leucate.

Accueil le samedi 20 à partir de 14 h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partianticapitaliste.org

NO COMMENT

Quand vous donnez un travail à quelqu'un, même dans des conditions difficiles, vous lui donnez de la dignité et de la fierté.

GIANNI INFANTINO (président de la FIFA), à propos des ouvriers de la Coupe du monde au Qatar, le 2 mai 2022. On estime que 6 500 d'entre eux sont morts sur les chantiers.

avec un mélange d'inquiétudes, d'interrogations sur la capacité du mouvement social à s'opposer à sa politique. Des envies d'unité mais aussi de la défiance vis-à-vis des organisations politiques.

Et dans le monde...

Au moins 10 000 manifestantEs à Madrid et d'autres rassemblements dans l'État espagnol, avec des revendications sur les salaires, la hausse du coût de la vie, du prix des logements avec une banderole «1^{er} Mai. La solution: augmenter les salaires, contenir les prix et élargir l'égalité.» Il y avait les mêmes revendications à Athènes où les organisations syndicales revendiquent un salaire minimum de 825 euros (713 euros aujourd'hui).

En Italie, un rassemblement a eu lieu à Assise (centre) autour du thème «au travail pour la paix» dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine

par la Russie «Nous devons absolument œuvrer à mettre fin à cette guerre absurde, voulue par Poutine», a déclaré le leader du syndicat CGIL, Maurizio Landini, devant plusieurs centaines de militantEs.

Plusieurs milliers de personnes ont aussi défilé à Londres, à l'appel de syndicats et d'organisations environnementales ou sociales, comme Black Lives Matter.

Au Sri Lanka, l'opposition a demandé à l'unisson la démission du président Gotabaya Rajapaksa. «Go home Gota», ont scandé des dizaines de milliers de militants à Colombo.

Le président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, a quitté les célébrations après que des mineurs en colère ont envahi la scène sur laquelle il devait s'exprimer au stade Royal Bafokeng de Rustenberg (nord). Les protestataires, qui scandaient «Cyril doit partir», exigeaient une augmentation des salaires.



1^{er} Mai à Paris. DR

À Istanbul, plusieurs milliers de personnes ont rejoint la manifestation officielle des syndicats et organisations professionnelles, autorisée à distance de la place Taksim bouclée aux alentours de pour empêcher

les protestataires de rejoindre la place, multipliant les interventions et embarquements musclés, selon les reportages de l'AFP. Des dizaines de personnes ont été arrêtées. **Robert Pelletier**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

CAMEROUN «On a trop supporté»: trois mois d'une mobilisation inédite

Le 1^{er} mai a eu une saveur particulière au Cameroun cette année. Malgré l'interdiction trois jours avant de la manifestation par le gouvernement en raison du «risque sanitaire» (qui ne l'a pourtant guère préoccupé jusque-là), les trois mois de grève et mobilisation des enseignantEs du secondaire, massivement mobilisés derrière le collectif OTS («On a trop supporté»), ont radicalement changé l'ambiance sociale et politique.

Le 14 février dernier débutait un vaste mouvement de grève des «seigneurs de la craie», les enseignantEs, qui continue encore aujourd'hui. Lancé originellement par le syndicat des instituteurEs, le mouvement s'est rapidement étendu aux professeurs du secondaire. Ces derniers se sont organisés à travers le collectif «On a trop supporté», constitué entre autres à travers les réseaux sociaux.

Argent en poche, craie dans la main

Parmi les principales revendications du mouvement figurait l'intégration de plusieurs milliers d'enseignantEs à la fonction publique. En effet, alors que ceux-ci et celles-ci sont en poste depuis parfois des décennies, leur immatriculation n'avait toujours pas été effectuée, faute de services administratifs assez nombreux, privant ces enseignantEs de leurs droits à une pension de retraite, d'indemnité de logement, d'avancement de carrière, etc. Ce scandale a été largement médiatisé à travers les vidéos de témoignages publiés sur les réseaux sociaux, comme celui d'un professeur d'EPS du lycée de Béka, mort de maladie... sans jamais avoir été intégré à la fonction publique après dix ans de service!

De plus, la quasi-totalité des professeurs du secondaire, immatriculés ou pas, ont vu leurs salaires amputés, parfois des deux tiers, au cours des dernières années, sans que le gouvernement de Paul Biya ait jamais cru nécessaire de rembourser les quelque 181 milliards de francs CFA [280 millions d'euros] d'arriérés de salaires.

«Ils peuvent encore supporter»... Vraiment?

Après une suspension de la grève fin février, le mouvement est reparti de plus belle le 14 mars, suscitant une agitation visible au sommet de l'État. Et non seulement OTS a maintenu la pression, mais d'autres secteurs se sont mis en branle pour le rejoindre, à commencer par les instituteurEs, mais également le personnel de la santé, des douanes, des transports, etc. Le 16 mars, une émeute éclata quand les stadiers recrutés pour l'organisation de la CAN prirent d'assaut les locaux du gouverneur de Douala après l'annonce du non-versement de leur prime!

Malgré les attaques du gouvernement contre une opposition accusée de manipuler le mouvement (ce qui est lui faire beaucoup d'honneur) et les menaces à l'encontre de la presse jugée par trop indépendante, la grève n'a pas cessé de s'étendre et de s'intensifier. Et à la mi-mars, c'est bel et bien un mouvement d'ensemble qui a menacé de poindre au Cameroun et de sérieusement chahuter l'ordre établi.

Biya veut éteindre l'incendie social

Face à ce danger, le gouvernement s'est finalement décidé à lâcher du lest, annonçant la reprise des négociations avec l'OTS et annonçant qu'il comptait céder aux revendications: constitution des dossiers d'intégration d'enseignantEs, fin des amputations de salaire et paiement complet des arriérés, etc. De fait, près de 20 440 enseignantEs ont été intégrés dans l'éducation ou sont en passe de l'être. Une mesure qui ne coûte en réalité pas grand chose au gouvernement puisque les 60 500 enseignantEs du secondaire attendent toujours leurs rattrapages salariaux... que l'exécutif semble bien décider à ne pas leur verser!

Fin avril, après une nouvelle pause du mouvement, celui-ci est reparti de plus belle à l'appel d'OTS face aux manœuvres de Biya. C'est dans ce contexte que le régime a durci le ton, le gouvernement ayant exigé que tous les enseignants grévistes soient recensés avec menace de les traduire devant des conseils disciplinaires. Les prochains jours diront si le mouvement se poursuit malgré la répression.

Il aura en tout état de cause déjà réussi à faire vaciller le gouvernement bien plus fortement que toutes les oppositions parlementaires.

Correspondant

Les États-Unis ont un taux d'immigration élevé, acceptant environ 1,2 million d'immigrantEs légaux chaque année, tandis qu'environ 250 000 immigrantEs sans papiers sont retenus chaque année à la frontière, bien que de nombreux autres entrent sans être repérés. Entre 150 000 et 300 000 immigrantEs tentent d'entrer dans le pays chaque mois, beaucoup sont des individus ou des familles entières qui demandent l'asile. Les immigrantEs viennent pour fuir la violence, rechercher des opportunités économiques ou espèrent trouver des libertés civiles et la démocratie. Avant que Donald Trump ne devienne président, les demandeurEs d'asile pouvaient entrer dans le pays après avoir été entendus lors d'une audience d'immigration, bien qu'en raison des retards, l'attente pour une audience était en moyenne de quatre ans.

Biden: les paroles vs les actes

Trump a changé tout cela en invoquant le titre 42, une obscure loi de santé publique de 1944 conçue à l'origine pour les citoyenEs américains et les étrangers qui pourraient devoir être mis en quarantaine à l'entrée ou au retour dans le pays. C'est Stephen Miller, conseiller du président Trump, idéologue nationaliste blanc d'extrême droite, qui, au plus fort de la pandémie de covid, a suggéré pour la première fois d'utiliser cette loi pour tenir la promesse de cette administration de garder les immigrantEs hors du pays.

Ainsi, en mars 2020, alors que Trump déclarait que la pandémie de covid était une urgence nationale, les Centers for Disease Control and Prevention (Centres pour le contrôle et la prévention des maladies) ont donné aux agents de l'immigration le pouvoir d'utiliser le titre 42 pour refuser les immigrantEs potentiels à la frontière. Les agents des patrouilles frontalières

ÉTATS-UNIS Les Républicains mènent la guerre aux immigrantEs et Biden ne protège pas ces derniers

Le Parti républicain, comme d'autres partis de droite dans le monde, a fait des immigrantEs l'ennemi. Un État – le Texas – pourrait même déclarer l'état de guerre face aux «envahisseurs» immigrés. Tout cela fait partie de la tentative du Parti républicain d'attiser la peur et la colère parmi sa base afin de l'inciter à voter lors des élections de mi-mandat de novembre.



Frontière entre les États-Unis et le Mexique à San Diego. WIKIMEDIA COMMONS

ont utilisé cette nouvelle autorité pour expulser rapidement des personnes, en ignorant souvent leurs droits. Refouler les demandeurEs d'asile sans les entendre au cours d'une audience est une violation du droit étatsunien et international, mais cette pratique est devenue courante.

En tant que candidat, Joseph Biden s'est opposé à l'utilisation du titre 42, tout comme le Parti démocrate. Pourtant, en tant que président, il a laissé la règle en place. Au cours des six dernières années, environ la moitié de touTEs les immigrantEs qui ont tenté d'entrer dans le pays à la frontière sud sans autorisation, soit environ 700 000, ont été, en vertu du titre 42, renvoyés au Mexique, qui a ensuite expulsés les non-Mexicains. Les Démocrates libéraux et progressistes veulent maintenant que Biden et le Congrès mettent

fin aux expulsions à la frontière au motif du titre 42, ce qui entraînerait certainement une forte augmentation du nombre d'immigrantEs entrant dans le pays. Mais plusieurs Démocrates qui se présentent aux élections de novembre ne veulent pas qu'on touche à cette politique avant ces élections.

Les Républicains à l'offensive

Les Républicains, en revanche, veulent que l'immigration soit au centre des prochaines élections, affirmant que les Démocrates permettent une «invasion d'immigrants». Le gouverneur républicain du Texas, Greg Abbott, un État dont la frontière avec le Mexique s'étend sur plus de 2 000 kilomètres, a pris plusieurs mesures spectaculaires pour mettre l'accent sur l'immigration, dépensant un montant extraordinaire de 3,5 milliards

de dollars pour la sécurité des frontières. À la fin de l'année dernière, Abbott a mobilisé 10 000 membres de la Garde nationale du Texas pour prétendument aider les agents de la patrouille frontalière, une opération mal gérée et inefficace. En avril, il a fait charger des dizaines de migrantEs – touTEs autorisés à entrer légalement aux États-Unis – dans un bus et les a expédiés à Washington, DC, dans le but d'embarrasser Biden et les Démocrates. Maintenant, Abbott envisage de déclarer la guerre à l'envahisseur. La Constitution dit que seul le gouvernement fédéral peut déclarer la guerre, sauf si un État est effectivement envahi, auquel cas cet État peut le faire. Si le Texas déclarait la guerre, pourrait-il alors ignorer les lois sur l'immigration et simplement arrêter et expulser les immigrantEs, créant ainsi un grave conflit avec Biden et une crise constitutionnelle? La garde texane tirerait-elle sur les immigrantEs?

À l'heure actuelle, 57,3% des Américains désapprouvent la politique d'immigration de Biden, certains étant de gauche, d'autres de droite. La question est de savoir si les effets de manche d'Abbott aideront les Républicains à remporter les élections de mi-mandat de novembre, tant au Texas qu'au niveau national – les sondages leur sont pour l'instant favorables. **Dan La Botz**

RUSSIE/UKRAINE

Jusqu'où Poutine peut-il aller?

Les dirigeants politiques qui ont vu leurs projets échouer ou s'avérer inefficaces dans leur pays prennent soudainement des décisions de vie ou de mort pour des milliers de personnes. Ils ont tendance à se délecter de cette nouvelle autorité, même s'ils sont incapables de l'exercer avec compétence.

Croire en sa propre propagande

Vladimir Poutine est un bon exemple de dirigeant dont la croyance en sa propre propagande l'a induit à lancer une invasion de l'Ukraine qui ne pourrait réussir que dans le cas improbable où il n'y aurait pas de résistance ukrainienne. Mû par l'arrogance et la méinformation, Poutine ne s'est jamais adapté à cette réalité si différente de ses attentes. En lieu et place, il a essayé de mener une guerre conventionnelle en Europe avec des forces russes inadéquates, toujours à leur niveau de mobilisation du temps de paix parce qu'elles sont censées être engagées uniquement dans son «opération militaire spéciale».

Pourtant, le faux optimisme de Poutine quant à ses chances de victoire militaire ne peut être attribué uniquement à son isolement au Kremlin ou aux traditions

«Il y a beaucoup de ruines dans une nation», a déclaré Adam Smith en 1777, minimisant ainsi la capacité d'un gouvernement médiocre à provoquer la ruine nationale. Mais une exception à la règle du grand économiste se produit en temps de guerre...

sanguinaires de l'histoire russe. C'est une caractéristique commune à la plupart des conflits militaires dont j'ai rendu compte – de l'invasion israélienne du Liban en 1982 à l'intervention de l'Otan en Libye en 2011.

«Mission accomplie»?

La plupart de ces guerres se sont terminées de manière plus ou moins désastreuse pour ceux qui les ont déclenchées, car ils n'ont pas compris que les conflits militaires comportent tellement de parties mouvantes, visibles et invisibles, qu'il est impossible de prévoir leur durée et leur issue. Le président George W. Bush a été cloué au pilori pour s'être affiché sous une bannière indiquant «Mission accomplie» après l'invasion de l'Irak en 2003, mais ce sentiment de réussite prématurée est commun à la plupart des guerres. Il en sera probablement de même en Ukraine, car de nombreux pays aux intérêts divergents sont désormais impliqués.

Mais il y a une autre inconnue qui rend la guerre en Ukraine encore plus dangereuse. Les décideurs

dans les guerres ont vraiment de l'importance, mais la qualité du leadership au Kremlin, à la Maison Blanche et à Downing Street est à un niveau historiquement bas, dans les trois cas.

Un expert de l'histoire russe me dit que la qualité des dirigeants du Kremlin n'a jamais été aussi faible depuis le milieu du 19^e siècle. Le gouvernement britannique a été ballotté de scandale en scandale et d'échec en échec dans son pays et il est peu probable qu'il fasse mieux à l'étranger. Le président Joe Biden semble croire que c'est l'occasion de remporter une victoire éclatante sur la Russie, mais ses buts de guerre restent flous.

De simples tentatives d'intimidation?

Le gonflement de la confiance en soi des puissances de l'Otan les a amenées à rejeter cavalièrement comme farfelu le risque que la Russie utilise des armes nucléaires tactiques ou stratégiques. Les essais de missiles russes qui ont fait l'objet d'une grande publicité sont réduits à de simples gesticulations menaçantes, bien que la

dernière fois que Poutine a tenu des propos belliqueux – en menaçant d'envahir l'Ukraine – c'est exactement ce qu'il a fait, aussi stupide et irrationnel qu'il ait été cette invasion.

La faible qualité des principaux dirigeants en dehors de l'Ukraine est significative car la guerre pourrait bientôt entrer dans une troisième phase plus violente. Parce que Poutine a prétendu – et probablement cru au départ – qu'il ne mènerait pas une véritable guerre, il n'a jamais procédé à une mobilisation générale. Le manque d'infanterie a été la faiblesse constante de l'effort de guerre russe pendant la première phase du conflit.

Il en va de même pour la deuxième phase de la guerre, qui se déroule dans le Donbass. Mais si celle-ci échoue également et que l'Ukraine lance une contre-offensive, Poutine pourrait n'avoir d'autre volonté que de déclarer une mobilisation générale plutôt que d'affronter une défaite qui signifierait probablement la fin de son régime.

Patrick Cockburn

Article publié sur le site iNews, traduction rédaction A l'Encontre.

Le courage et la dignité de Marie-Jeanne, Concessa, Jacqueline et Prisca rendent ce documentaire remarquable même si les témoignages de leur calvaire infligé d'abord par les miliciens hutu Interahamwe puis ensuite par les soldats français sont éprouvants à écouter. Les trois premières étaient réfugiées dans le camp de Nyarushishi, elles subiront chaque nuit les viols des légionnaires français supposés protéger les populations civiles. Elles racontent comment les soldats le jour faisaient le repérage des tentes où vivaient les jeunes filles pour, la nuit venue, les emmener de force. Marie-Jeanne raconte son agression par des soldats français alors qu'elle était en train de ramasser du bois avec son enfant sur le dos. Violée elle est abandonnée dans un fossé pendant trois jours. Prisca, elle, est au camp de Murambi, les jeunes filles et femmes sont dans différents bâtiments selon leur âge. Elle sera comme d'autres, victime de viols. Les soldats venant chercher les jeunes filles pour abuser d'elles dans une salle attenante.

Justice lente et déni de l'armée

C'est grâce à la ténacité de la docteure Annie Faure que les premières plaintes vont être déposées en justice en 2004 pour les viols commis. Mais cinq ans après, rien n'avance. Annie Faure décide d'un changement d'avocat, la justice commence à enquêter. La juge d'instruction du Tribunal aux armées de Paris considère la plainte comme recevable, le Parquet qui dépend du ministère de la Justice fait appel. Il sera rejeté en 2010. L'affaire est confiée au pôle crimes contre l'humanité et crimes de guerre, et est toujours

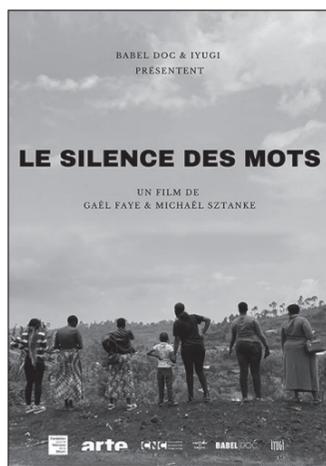
RWANDA Le viol des femmes tutsi par des soldats français

La chaîne de télévision Arte propose un documentaire que l'on peut voir en replay jusqu'au 25 mai prochain¹. Il est consacré aux témoignages de quatre femmes tutsi victimes des génocidaires hutu, puis victimes de viols par les militaires français dans le cadre de l'opération Turquoise en 1994.

en cours. La lenteur avec laquelle cette plainte est traitée est révoltante. La justice rendue permet aux victimes le difficile travail de reconstruction. Pour l'instant la France leur dénie ce droit. Ce n'est pas la première fois que des accusations sont portées contre les militaires français lors des OPEX (opérations extérieures). En Centrafrique, dans le cadre de l'opération Sangaris, des soldats français étaient accusés par des enfants d'agressions sexuelles en échange de nourriture. Les accusés ont été relaxés par manque de preuves formelles suite à une enquête, sujette à critiques, de la gendarmerie prévôtale (structure intégrée aux OPEX habilitée à mener des investigations à l'extérieur de la France).

Complicité avec les génocidaires

Lors de la guerre au Rwanda contre le Front patriotique rwandais en 1990 majoritairement tutsi, l'armée française a aidé et encadré les forces armées rwandaises et a été témoin de la préparation méthodique du génocide qui se déroule en 1994. Si les soldats français quittent le Rwanda quelques jours après le déclenchement du génocide, le soutien de la France



aux extrémistes hutu sera total. Les soldats français vont revenir au Rwanda cette fois-ci sous le prétexte d'opération humanitaire avec Turquoise. Ils étaient supposés protéger les victimes de leurs frères d'armes des forces rwandaises. À défaut de défendre réellement les Tutsi, cette opération permettra surtout aux génocidaires de fuir vers le Zaïre (l'ancien nom de la République démocratique du Congo).

Si le rapport Duclert, commandé par Macron, sur l'implication de la France dans le génocide au

Rwanda, documente la complicité des autorités françaises avec les génocidaires, il est en revanche quasiment muet sur la question des violences de genre dont se sont rendus coupables des membres des forces françaises. Pourtant les faits sont connus et déjà mentionnés dans le rapport rwandais Mucyo (du nom de son président). Comme l'indique la chercheuse Caroline Williamson Sinalo² : « La réduction des crimes commis par des militaires français à des dommages collatéraux inévitables contribue à banaliser particulièrement les violences sexuelles françaises, exonérant les responsables et exaspérant les conséquences dévastatrices pour les victimes. »

En donnant la parole aux victimes des violences sexuelles, ce documentaire lutte contre cette banalisation. Espérons qu'il puisse contribuer à accélérer le traitement judiciaire des plaintes déposées.

Paul Martial

1 - Rwanda : le silence des mots, co-réalisé par l'auteur et musicien franco-rwandais Gaël Faye et le réalisateur Michael Sztanke.

2 - Williamson Sinalo Caroline (2021), « Un génocide dé-généré ? Une analyse sexospécifique du rapport Duclert », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, « Dossier : au-delà du rapport Duclert », pp. 41-51.

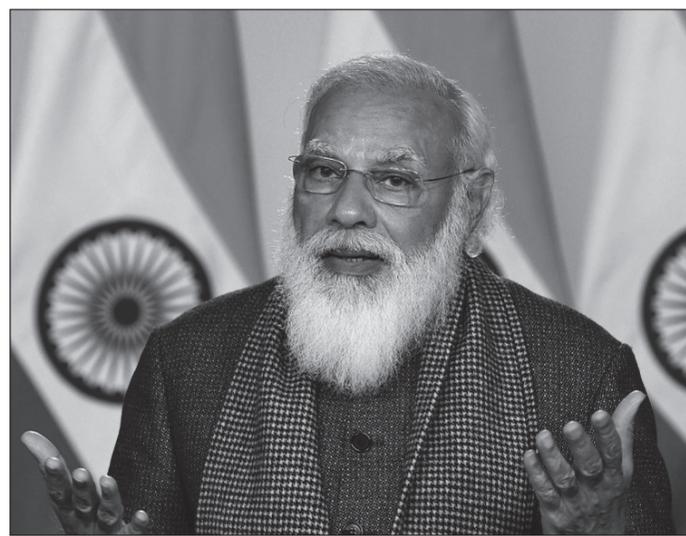
INDE Les pogromistes au pouvoir

Au pouvoir depuis 2014, Narendra Modi, leader du BJP, le principal parti de l'extrême droite hindouiste, mène une politique néolibérale et autoritaire dont les conséquences sont de plus en plus dramatiques pour la population indienne.

Tensions militaires croissantes avec la Chine et le Pakistan, révoltes sociales d'ampleur comme le blocus de New Delhi par les paysans du Pendjab et de l'Haryana pendant l'automne et l'hiver 2020, indifférence totale face aux problèmes de pollution et d'un dérèglement climatique de plus en plus incontrôlable, etc. Face à ces menaces, le régime poursuit pourtant sa fuite en avant en cherchant à canaliser l'exaspération des masses hindoues contre les minorités religieuses, au premier chef les communautés chrétienne (28 millions de personnes) et musulmane (170 millions).

L'extrême droite bulldozer

Le BJP et Modi peuvent compter sur le soutien affiché de la quasi-totalité des médias, contrôlés en majeure partie par ses associés. Mais la seule propagande n'y suffirait pas. Depuis son accession au pouvoir central et déjà avant en tant que gouverneur du Gujarat (de 2001 à 2014), Modi use du pogrom comme d'une méthode de gouvernement. Orientées principalement contre la minorité musulmane, ces émeutes terroristes sont le plus souvent co-organisées par les milices du BJP et les forces de police, à l'instar de la dernière en date, le 16 avril dernier à Jahangirpuri, quartier majoritairement musulman et pauvre de New Delhi où



WIKIMEDIA COMMONS

des affrontements ont éclaté entre manifestants hindouistes armés et les habitantEs qui les ont repoussés à coups de pierres. Quelques jours plus tard, la municipalité de Delhi-Nord – dirigée par le BJP – envoyait des bulldozers raser échoppes et magasins en représailles des jets de pierres. Cette pratique de démolition systématique des habitations des quartiers musulmans soupçonnés de vouloir résister à l'ordre s'est généralisée dans de nombreuses régions dirigées par l'extrême droite. À tel point que Yogi Adityanath, le gouverneur de l'Uttar Pradesh, la région la plus peuplée et la plus pauvre du

pays, est désormais surnommé par ses partisans « Guru Bulldozer ».

Obsession islamophobe

Au-delà des émeutes orchestrées par les milices hindouistes, c'est un ensemble de rumeurs infâmes et de mesures discriminatoires qui visent les minorités, au premier chef les musulmanEs, mais également les chrétiens, les Intouchables, les basses castes, etc. Concernant les musulmanEs, l'extrême droite met systématiquement l'accent sur une croissance démographique sensiblement plus élevée que la moyenne (quoiqu'elle tende à se stabiliser progressivement) en

l'imputant au « love Jihad » (Les mariages de jeunes femmes hindoues avec des hommes musulmans) et... à la polygamie ! Agitant le spectre du « grand remplacement » (qui même revendiqué par des musulmans fanatiques est très loin d'être à l'ordre du jour avec 79,9 % d'hindous contre 80,5 % en 2011), des milices patrouillent désormais dans les lieux publics, et spécialement dans les campus universitaires, pour surveiller la moralité des jeunes filles, et certains États indiens ont durci leur législation au point de rendre les mariages mixtes virtuellement impossibles.

Cette obsession démographique et islamophobe du pouvoir a connu une nette accélération avec l'abolition du statut d'autonomie de l'État du Jammu et Cachemire en 2019, seule région majoritairement musulmane, et désormais ouverte à une « colonisation » hindoue revendiquée. Parallèlement, la loi ouvrant la citoyenneté aux réfugiés hindous des États voisins (Bangladesh, Pakistan) a été l'occasion pour le pouvoir de priver de leur citoyenneté des millions d'IndienEs musulmans (1,9 million dans le seul État d'Assam dans le nord du pays) engendrant d'importantes manifestations. Dans la capitale, ces manifestations ont été jugulées par un pogrom antimusulman, faisant une cinquantaine de tués.

Étienne Bridel

PALESTINE

Les cicatrices de mai 2021 ne se sont pas refermées

Des titres des journaux aux fils des réseaux sociaux, l'intensification de la violence en Israël-Palestine ces dernières semaines a été largement comparée aux scènes qui ont conduit aux événements de mai 2021, lorsqu'un soulèvement palestinien massif, une campagne de répression israélienne et une guerre vicieuse ont enflammé la terre entre le fleuve et la mer¹.

Les comparaisons sont tentantes, et les questions fondamentales qui sous-tendaient cette période restent certainement inchangées. Mais interpréter les développements actuels à travers le prisme de mai dernier n'est pas seulement prématuré : cela obscurcit notre compréhension de ce qui se passe sur le terrain aujourd'hui, et peut nous rendre même aveugles à ce dont les Palestiniens ont besoin en ce moment.

Brutalité permanente

L'« Intifada de l'unité » était à bien des égards le résultat d'une « tempête parfaite », créant une synchronisation rare de la répression israélienne et de la résistance palestinienne qui n'avait pas été vue à une telle échelle depuis la deuxième Intifada. Ces dernières semaines, cette synchronisation à grande échelle ne s'est pas reproduite. Il y a de nombreuses explications à cela, et les développements en cours – notamment à la lumière de la brutalité de la police israélienne et des provocations des extrémistes juifs à Jérusalem – pourraient prendre une tournure encore plus grave. Mais il y a un facteur important qui ne recueille pas l'attention qu'il mérite : les Palestiniens ne se sont pas encore remis de ce qui s'est passé en mai dernier.

La brutalité israélienne n'a jamais cessé. Depuis le mois de mai, les communautés palestiniennes ont dû faire face à des incursions militaires, des agressions de colons, des démolitions de maisons, des refus d'autorisations médicales, des tirs de l'armée, des arrestations massives, des saisies de terres, une surveillance intrusive, et bien plus encore.

Ainsi, si les médias grand public se sont empressés de couvrir les récents actes de violence sporadique commis par des Palestiniens – attaques meurtrières dans trois villes israéliennes, les jets de pierres sur les bus, et maintenant des roquettes tirées depuis Gaza – ils ont largement fait l'impasse sur la violence constante et structurelle infligée aux Palestiniens au nom de la préservation de la « tranquillité » des Juifs israéliens. Il est révélateur que les médias n'aient commencé à remarquer que la violence était en train de « monter en flèche » que lorsqu'elle a soudainement touché les Israéliens.

Un long chemin à parcourir

Cela ne signifie pas que les Palestiniens ont abandonné leur cause. Au contraire, la résistance persiste sous de multiples formes, et le souvenir de l'Intifada de l'unité continue d'alimenter un sentiment de conscience nationale renouvelée. Mais de nombreux Palestiniens admettront également que, même s'ils étaient capables de se mobiliser comme l'année dernière, ils ne sont pas certains de ce qu'ils pourraient obtenir en ce moment. Toujours affaiblis par des leaderships fracturés et autoritaires, et sans vision politique claire pour les guider, de nombreux Palestiniens ont dû se replier sur leurs batailles fragmentées et localisées pour repousser les politiques implacables d'Israël.

Avec l'orgueil grandissant d'Israël et les blessures palestiniennes qui s'aggravent, une autre guerre ou un autre soulèvement pourrait bien se profiler à l'horizon. Mais un mouvement sans ressources est voué à s'étioler, et une lutte sans leadership est vouée à être perdue. Nous savons que les slogans ne suffisent pas : seule une sérieuse réorganisation du pouvoir – par le biais de l'organisation à la base, de l'action gouvernementale, de l'indépendance économique, de la pression médiatique, et plus encore – peut renverser la vapeur contre notre condition coloniale. L'Intifada de l'unité a été un élément essentiel de cet effort. Mais nous avons encore un long chemin à parcourir.

Amjad Iraqi

Version intégrale (en anglais) sur 972mag.com.
1 - Le Jourdain et la Méditerranée [NDLR].

ILS ET ELLES SONT INTERVENUES LORS DE L'HOMMAGE

Hubert Krivine sur l'engagement militant d'Alain

Kamel (PST): Alain et l'Algérie

Catherine Samary: la construction du PCI, section de la IV^e Internationale

Alain Cyroulnik: les années avant Mai 68

Anna Sabatova: Alain et la solidarité avec les opposantEs de l'Est

Tariq Ali sur sa rencontre avec Alain en 1968

Pierre Rousset: la guerre du Vietnam et la prison

Robert Pelletier: les comités de soldats

François Sabado: ses années de militantisme à côté d'Alain

Carmen Castillo: la solidarité avec le Chili

Message de Francisco Louçã (Portugal) lu par Andreia Galvão

Edwy Plenel: *Rouge quotidien*

Philippe Pierre-Charles du GRS (Martinique) sur la solidarité anticolonialiste

François Coustal: de Révo à la LCR des années 1980

Edgard Sanchez du PRT (Mexique) sur la visite d'Alain au Mexique

Mariana Sanchez sur la solidarité avec le Nicaragua

Michel Rodinson (LO)

Jean-Claude Laumonier sur la continuité des liens avec le comité de Rouen

Jean-Baptiste Eyrault: la lutte des sans

Francis Sitel (Ensemble !)

Annick Coupé: les luttes altermondialistes

Roger Martelli: la préoccupation des liens avec le PCF

Éric Toussaint (Belgique) campagne dette et Gauche anticapitaliste européenne

Dominique Simonnot: les relations d'Alain avec la presse

Roseline Vachetta: sur les cinq ans au Parlement européen

Joao Machado (Comuna/PSOL, Brésil): souvenir d'Alain et de ses visites à Porto Alegre

Théo: Alain, militant du comité Saint-Denis

Ilya Budraitskis: l'aide à la création du groupe en Russie

Fred pour les camarades ayant assuré la sécurité d'Alain

Carine Clément: à propos de la Russie encore

Éric Coquerel (LFI)

Mathilde Eisenberg: la transmission avec les jeunes de la IV^e Internationale

Sandra Demarcq et Basile Pot: la transmission de direction lors de la création du NPA

Michelle Verdier (l'Étincelle)

A Manca: la Corse au cœur

Gaëlle (UCL)

Message de Ken Loach, lu par la présidence

Jaime Pastor d'Anticapitalistas (État espagnol)

Ahlem Belhadj (Tunisie): l'espoir du Printemps des peuples du monde arabe

Hnalaine Uregeï (USTKE et FLNKS) sur la solidarité avec la Kanaky

Outre les camarades de l'étranger qui sont intervenus, nous avons accueilli des camarades des organisations de la Quatrième Internationale d'Allemagne, de Suisse, de Suède, du Danemark et de Grande-Bretagne, ainsi que le camarade **Roberto Robaina du MES** qui a fait le voyage depuis le Brésil. Plusieurs camarades invités n'ont pas pu venir, notamment d'Italie et de Grèce.



UN LONG ET BEAU SAMEDI D'HOMMAGE

Ce sont au moins 700 personnes qui se sont retrouvées samedi 30 avril pour un hommage militant à notre camarade Alain Krivine, décédé le 12 mars, dans une salle de la Mutualité chargée de souvenirs plus ou moins fiévreux et exaltants pour chacunE.

Pendant plus de 4h30, se sont succédés une quarantaine d'interventions, et un montage vidéo d'une quinzaine de minutes réalisé par notre camarade Fred Speelman à partir d'enregistrements d'Alain. Des interventions et des vidéos entrecoupées de chansons, avec une chorale militante animée par Myriam Krivine. 4h30, c'est long, assisEs sur un fauteuil, même confortable. Mais tellement court pour évoquer plus de 60 ans d'engagements sur tous les terrains de la lutte de classe, des combats anticolonialistes, de solidarité internationaliste et de lutte contre toutes les formes d'oppression.

Continuité d'un engagement révolutionnaire

Parce que la vie d'Alain s'entremêle étroitement à tous les combats et enjeux politiques de la période avec un fil conducteur : peser, agir, au maximum de ce qui est possible. Et donc construire l'outil militant qui le permet. De la solidarité avec la lutte du peuple algérien contre la colonisation française, étape déterminante de sa rupture avec le mouvement stalinien dans lequel il est entré en politique, à la troisième candidature de Philippe Poutou, la vie d'Alain a été rythmée par la continuité de son



engagement révolutionnaire. Une continuité qui a pris mille facettes, qu'ont fait revivre les interventions de camarades d'Algérie, du Portugal, du Chili, de Russie, de Martinique, du Brésil, du Nicaragua, de Kanaky mais aussi à travers l'histoire de l'opposition dans l'UEC, la JCR puis la Ligue communiste devenue LCR

et le NPA ; la presse, les réunions publiques partout où il était sollicité, les réunions internes, la vente du journal, et toujours la solidarité, l'attention envers les camarades. Et on aurait pu encore ajouter des interventions pour rappeler une personnalité politique unique : le lien quotidien avec les camarades

de l'imprimerie (dont il n'aurait manqué aucune des raclettes à Noël ou le barbecue en juillet) ; l'accueil des camarades exiléEs qui avaient dû quitter le Chili, l'Algérie en laissant tout derrière et n'avaient qu'une adresse, celle d'Alain à Rotographie, alors il secouait les réseaux de son carnet d'adresses pour trouver des solutions d'hébergement, d'emploi, d'aide administrative ; son comique de répétition pour vanter son bureau « le seul propre au deuxième étage de Roto », et récriminer contre le laisser-aller dans les espaces collectifs, ce qui l'amenait inévitablement à nettoyer toute la vaisselle abandonnée dans la cuisine collective. Car pour Alain, il n'y avait pas la politique d'un côté et les tâches matérielles réalisées par le miracle du travail de petites mains.

Avoir rencontré Alain a révolutionné nos vies

Durant toute sa vie, Alain a fait des centaines de discours, écrit des dizaines d'articles pour scruter le moindre soubresaut révolutionnaire où que ce soit dans le monde, et renforcer ainsi la confiance dans la possibilité d'une transformation révolutionnaire, en faisant partager son enthousiasme. Être révolutionnaire, profondément animé de la conviction que l'émancipation des

ON N NUE! IMAGES

travailleurEs et des oppriméEs ne viendra que de leur activité volontaire et consciente, ce ne sont pas des mots en attendant le grand soir. Chacun et chacune des centaines de camarades et amiEs présentEs à l'hommage à la Mutualité aurait pu raconter également toute sa série d'anecdotes personnelles. À l'inverse d'une relation verticale, au nom d'une organisation, d'un collectif cherchant à convaincre de ce que « le parti doit faire », Alain se situait comme un camarade dont le rôle était de défendre une orientation en ayant une pleine et entière confiance en chacun et chacune pour la mettre en œuvre. Par son écoute attentive il permettait de réfléchir à haute voix et de trouver des voies pour agir. Juste parce qu'il était lui-même convaincu qu'il n'y a pas « la réponse juste » mais des réponses à trouver à chaque question particulière. C'est pour cela que si Alain est un révolutionnaire qui n'a pas fait la révolution, pour des milliers de personnes aux parcours très divers, l'avoir rencontré a révolutionné notre vie. Et ce n'est pas rien. Cet hommage a rendu tangible un lien invisible et pourtant bien réel entre nous toutes et tous. Alain l'incarnait avec son sourire, son humour et son optimisme tous indéfectibles, c'est ce qui nous a engagéEs un jour. Merci Alain, compte sur nous : aujourd'hui, demain, le combat continue.

Cathy Billard



Intervention d'Edwy Plenel. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS



Intervention d'Éric Coquerel. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS



Intervention de Catherine Samary. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS



Intervention de François Sabado. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS



Intervention de Roseline Vachetta. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS



La chorale. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS



Olivier Besancenot, co-animateur de l'hommage. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

RETROUVEZ L'HOMMAGE SUR INTERNET

L'intégralité de l'hommage est disponible sur nos sites :
<https://nouveauantipartcapitaliste.org>
<https://lanticapitaliste.org>
 et sur notre chaîne YouTube :
<https://www.youtube.com/c/NPALAnticapitaliste/videos>

CONTRIBUEZ AUX FRAIS D'ORGANISATION DE L'HOMMAGE!

Depuis que la salle de la Mutualité est passée dans le giron du privé, les tarifs qui y sont pratiqués sont prohibitifs. Nous tenions néanmoins à organiser l'hommage à Alain dans cette salle chargée d'histoire. Pour que chacunE puisse contribuer aux frais, nous avons mis en place une cagnotte Leetchi :
<https://www.leetchi.com/c/hommagealainkrivine>

RÉPRESSION

Quick: nous, c'est le dégoût!

Certains patrons osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît. C'est le cas de celui-ci, gérant de deux Quick à Clermont-Ferrand. Non content d'avoir déjà été condamné pour propos racistes envers une salariée, il récidive, sans avoir l'air de connaître ni le code pénal ni le code du travail...

Vendredi 30 avril, la veille du 1^{er} Mai, symbole de lutte des travailleurEs, de nombreux militantEs se sont réunis devant ce pseudo restau, pour accompagner notre camarade, mis à pied en vue d'un licenciement. Son crime? Vouloir, pour la défense de ses droits et de ses collègues, organiser des élections.



Pressions et méthodes illégales

Ce jeune étudiant est venu à l'union locale CGT pour s'appuyer sur un syndicat afin de dénoncer les irrégularités sur leurs conditions de travail. La précarité de ces étudiantEs travailleurEs ne suffisant pas, la direction se permet de changer les plannings du jour au lendemain, et, comble du comble, reproche, ensuite, d'arriver en retard!

Ayant déjà été victime d'un premier entretien disciplinaire le 15 février, et malgré le refus de licenciement de l'inspection du travail, il ne percevait aucun salaire depuis cette date. Cette deuxième convocation est une véritable provocation, d'autant plus que ce salarié travaille depuis 2019 dans cette entreprise, et n'a jamais eu la moindre remarque. C'est clair, notre camarade paye son engagement syndical et sa volonté de relever la tête. Ce patron voyou mettra tout en œuvre pour que la contestation ne rentre pas. Mais, malgré les pressions et ces méthodes illégales (un dossier juridique est déjà constitué), notre camarade est solide et prêt à aller au bout. Il ne lâchera pas, et ça tombe bien, nous non plus!

Le NPA 63 apporte tout son soutien au camarade, et peut compter sur ses militantEs pour répondre présentEs.

Face à un patronat en roue libre et un monde du travail de plus en plus violent, il est nécessaire, pour l'ensemble des travailleurEs, de s'organiser, de s'unir, en se syndiquant, afin de créer le rapport de forces suffisant pour que la peur change de camp.

Ils ont les milliards, mais nous sommes des millions!
CorrespondantEs

L'économie est en berne, et Poutine est loin d'être le seul coupable

CROISSANCE, INFLATION...

Une salve de statistiques nationales vient d'être publiée dans de nombreux pays. Aux États-Unis, l'activité a reculé au premier trimestre 2022, tandis que les prix à la consommation ont dérapé de 8,5% (entre mars 2021 et mars 2022). L'administration Biden accuse certaines entreprises de non seulement répercuter la hausse de leurs coûts sur leurs prix de vente, mais aussi de profiter de la situation pour engranger des profits supplémentaires. Toutefois, bien entendu, il n'est pas question d'instaurer un contrôle des prix.

En Europe, stagnation du PIB et revenus en souffrance

En Europe, l'Allemagne et l'Espagne affichent une petite hausse de leur PIB (produit intérieur brut) sur les trois premiers mois de l'année mais ce n'est pas le cas de la France, dont l'activité a stagné, et encore moins de l'Italie, qui a vu son PIB reculer de 0,2%. Résultat, le PIB de la zone euro a progressé de seulement 0,2% au premier trimestre malgré la fin des restrictions sanitaires liées au Covid. Le moral des ménages est en berne et leur revenu réel est attaqué par l'inflation (sauf, bien sûr, pour ceux qui bénéficient de dividendes) ce qui va peser sur la consommation.

Face à cette situation, la ministre espagnole de l'Économie, Nadia Calvino, a une réponse simple: « Tout dépend de facteurs exogènes que nous ne contrôlons pas et qui sont aux mains de Poutine ». S'il ne fait pas de doute que l'agression contre l'Ukraine pèse sur la situation économique, ce n'est pas la seule cause. La hausse des prix de l'énergie avait commencé avant la guerre et était attisée par les systèmes tarifaires et les taxes (en France, par exemple). Depuis des années, les grandes économies capitalistes sont dopées par l'argent facile organisé par les Banques centrales européennes, puis les plans de relance. Dans le même temps, les gouvernements refusent de prendre les moindres mesures de nature à contrôler les prix... et les banques.

Ralentissement de la croissance et inflation: toutes les statistiques nationales vont dans le même sens. Mais une fois de plus, on nous explique que la crise vient exclusivement de l'extérieur et non du désordre capitaliste que les salariéEs devraient accepter sans réagir.



En France, des hausses de prix brutales

Plus précisément, pour ce qui est de la France, toutes les prévisions ont été démenties par la brutalité du ralentissement. Confrontés à des hausses de prix brutales (+ 4,8% en avril par rapport à l'année précédente), les foyers ont réduit de 1,3% leurs dépenses, de 2,5% leurs dépenses alimentaires et de 1,6% celles d'énergie. Et il n'y a pas que l'énergie qui augmente: la hausse se nourrit désormais aussi d'une « accélération des prix des services, de l'alimentation et des produits manufacturés », souligne l'Insee.

Les prix des produits alimentaires s'envolent de 3,8% avec même une hausse de 6,6% pour les produits frais. Selon une évaluation d'un organisme économique, de telles hausses ont un impact trois fois plus important sur les 10% de ménages à faibles revenus que sur les 10% aux revenus les plus élevés. Les plus démunis « dépensent chaque mois 40% de leurs revenus dans le logement, 20% dans l'énergie et 20% dans l'alimentation » a rappelé Patrick Artus de la banque Natixis. Les mesures déjà prises par le gouvernement ou annoncées par Macron entre les deux tours de la présidentielle ne sont que

des rustines temporaires ou des aumônes comme la hausse du SMIC (d'ailleurs prévue par la loi) ou celle du point d'indice de la fonction publique.

« Le climat social risque de devenir insurrectionnel »

Outre le contrôle des prix, la question essentielle est celle d'augmentations réelles des salaires, des retraites et des allocations. Mais, dans les entreprises, sauf quand il y a des luttes, les patrons font

tout pour limiter les augmentations générales. « Les entreprises sont toujours dans une recherche d'individualisation des politiques salariales », note le cabinet de conseils Syndex qui pointe aussi la montée en puissance des éléments accessoires au salaire, des primes, notamment de la prime Macron (qui dépend du bon vouloir des directions).

Certains commentateurs patronaux s'inquiètent, à l'instar du chroniqueur des Echos, Jean-Marc Vittori, qui écrit: « Avec des hausses de prix dépassant 5% pour la première fois depuis des décennies, les revendications salariales qui se font déjà entendre ici et là vont prendre une tout autre ampleur. Des grèves risquent d'éclater dès l'automne [...]. Le vote d'une loi augmentant l'âge de la retraite aurait le même effet. Le climat social risque alors de devenir insurrectionnel. » Laissons les journalistes rêvasser mais une chose est certaine: quel que soit les résultats des législatives, il va falloir des journées de grève et des kilomètres de manifestations pour que « ceux d'en bas » arrêtent de payer les soubresauts du capitalisme.

Henri Wilno

L'Anticapitaliste la revue



Le n° 134 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à:

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

ROUEN Des travailleurs sous-traitants d'Amazon en lutte contre leur employeur

Lumina Service, société de 25 salariéEs sous-traitante d'Amazon, a licencié par téléphone neuf livreurs de colis le 25 février. Embauchés avant la période des fêtes, on leur avait promis un CDI et un « bon salaire », avec un logement...

Au fil des semaines, ils ont accumulé les heures supplémentaires pour des payes misérables. Le salaire est distribué par virement bancaire, ou par chèque, parfois refusé à la banque, et d'un montant qui semble aléatoire, en tout cas bien en dessous de ce qui leur

avait été promis. Et le patron refuse aux salariés leurs fiches de paie, pourtant essentielles pour les travailleurs sans-papiers récemment licenciés.

600 euros pour deux mois de travail

Un livreur raconte avoir été payé environ 600 euros pour deux mois alors qu'il avait travaillé plus de 35 heures par semaine. Un vrai scandale, sans parler des heures de travail à rallonge, des pauses inexistantes, des jours de congé non respectés. Quant au logement promis par la direction, il existe bel et bien, mais... des jeunes travaillant tous pour la sous-traitance habitaient à 12 dans un F3. Des méthodes malheureusement connues des sociétés sous-traitantes d'Amazon.

Face à leurs conditions de travail, à leur licenciement et au non-paiement des salaires, les neuf livreurs licenciés ont décidé de ne pas se laisser faire. Depuis le 28 avril, ils tiennent un piquet à l'entrée du centre logistique de Saint-Étienne-du-Rouvray (76) avec l'aide de la CGT. Visibles en tête de la manifestation du 1^{er} Mai à Rouen, ils invitent d'autres secteurs à venir les rencontrer sur le piquet, qu'ils ont prévu d'animer toute la semaine, voire plus!

« On est déterminés à aller jusqu'au bout de la lutte, car ce qu'on a subi, c'est pas normal. » Les revendications sont claires: le paiement de l'intégralité des heures de travail réalisées et des titres de séjour en règle.

Correspondant



DR

Nous avons manifesté pour dénoncer les oppressions que nous subissons en tant que lesbiennes et LGBTI. Aux cris de « *De Paris à Rio, d'Le Pen à Bolsonaro, les fachos sont des fachos et ils détestent les homo-es* », nous avons également réaffirmé notre antifascisme dans une marche revendicative et festive.

Contre les agressions homophobes et racistes, révolution sociale et féministe!

Car oui, l'extrême droite est la pire ennemi des LGBTI. Elle a toujours combattu nos droits et nos communautés. Manifestation et vote de leurs députés contre le mariage pour touTEs et contre la PMA en France, lois interdisant de parler d'homosexualité en Hongrie, zones anti-LGBTI en Pologne, assassinats de militantEs féministes et LGBTI au Brésil... Nous ne le répéterons jamais assez : l'extrême droite est un danger mortel pour les LGBTI. Si l'extrême droite arrivait au pouvoir en France, nos luttes prendraient une nouvelle tournure : un combat pour notre survie. C'est pour cela que la commission LGBTI du NPA s'investit particulièrement dans la lutte antifasciste en tant que premières concernéEs par les politiques

MARCHE LESBIENNE « Les lesbiennes détestent Marine Le Pen »

Le 23 avril, à la veille du second tour où une fois de plus (une fois de trop) l'extrême droite était présente, nous étions près de 6000 personnes à défiler à Paris dans le cadre de la journée de la visibilité lesbienne.



réactionnaires aux côtés de nos camarades musulmanEs, raciséEs, féministes, syndicalistes et tant d'autres qui seraient les premières cibles de l'extrême droite. Les

politiques antisociales, racistes et islamophobes des dernières années, qui se sont accentuées sous le gouvernement libéral et autoritaire d'Emmanuel Macron,

ne font que renforcer l'extrême droite qui ne cesse de progresser. Il est donc également nécessaire de les dénoncer et de continuer de combattre Emmanuel Macron.

1^{re}, 2^e, 3^e génération, nous sommes toutes des lesbiennes sans papiers!

Nous n'oublions pas l'instrumentalisation de nos droits par le gouvernement qui, après nous avoir promis la PMA pendant des années, nous a finalement pondue une loi au rabais. Nous continuerons de lutter pour une PMA pour touTEs, gratuite, libre et accessible, pour le changement d'état civil sur simple demande, pour le remboursement intégral des parcours de transition par la sécurité sociale, la fin des mutilations sur les personnes intersexes et des moyens financier contre les LGBTIphobies.

La commission LGBTI du NPA

LA POSTE Les travailleurs sans-papiers de RSI, DPD et Chronopost ne désarment pas

Le contexte, y compris électoral, ne rend clairement pas les choses plus faciles en termes de rapport de forces. Malgré tout, la combativité des grévistes n'est pas émoussée, et ils continuent à frapper à toutes les portes, à se rassembler, à manifester, plusieurs fois par semaine. Ils ont été reçus, entre autres, à la Direction des étrangers en France et au ministère du Travail.

Manifestation inédite

Mais, pour l'instant, les lignes ne bougent pas, ou si peu. Trois récépissés ont été délivrés par la préfecture de l'Essonne, pas tant pour entamer un processus de régularisation plus global que pour tenter de diviser les grévistes. Peine perdue, la lutte continue de plus belle.

Le 28 avril, une manifestation a fait le tour de plusieurs agences d'intérim installées dans une zone industrielle de Lieusaint (77). Les agences

La grève des travailleurs sans-papiers de l'agence d'intérim RSI de Gennevilliers (92), de la plateforme DPD du Coudray-Montceaux (91) et de l'agence Chronopost d'Alfortville (94) dure maintenant depuis plus de cinq mois. Face à eux : les patrons des différentes entreprises, des donneurs d'ordres aux agences d'intérim en passant par les sous-traitants, mais aussi l'État (flics et préfectures).



d'intérim concernées (Proman, Planet Intérim, Samsic) constituent le premier maillon de la chaîne de sous-traitance en cascade permettant la surexploitation des travailleurs sans-papiers. À noter qu'à Lieusaint s'est aussi récemment installée une agence Derichebourg Intérim. Derichebourg, c'est ce

sous-traitant qui travaille pour le compte du groupe La Poste et qui a donc créé sa propre agence d'intérim (pourquoi se priver?). Une démonstration éloquent de ce que les lois permettent en termes de dérégulation et de dumping social « interne ». L'endroit n'avait très certainement jamais connu de manifestation de ce type, et il faut noter la solidarité de plusieurs salariéEs de différentes entreprises, qui s'est notamment manifestée par des applaudissements.

La manifestation a ensuite continué pour se terminer devant le siège de l'agglomération Grand Paris Sud, dont dépend la commune du Coudray-Montceaux. À

la différence de ses homologues de Gennevilliers et d'Alfortville, la maire du Coudray n'a, depuis le début, manifesté aucune solidarité vis-à-vis des grévistes. Au contraire, plusieurs arrêtés visant le piquet de grève et même le droit à manifester se sont succédés. Or le président (PS) de l'agglomération, Michel Bisson, ne s'est en aucun cas démarqué de cette attitude. Les travailleurs sans-papiers et leurs soutiens sont donc venus rappeler qu'un seul acte concret en faveur d'une mobilisation de ce type vaut mieux que cent proclamations en faveur de la démocratie et de l'antiracisme.

Édouard Gautier

SANTÉ AU TRAVAIL « Accidents du travail, maladies professionnelles, souffrance au travail, halte à l'impunité patronale! »

C'est sous ce titre que plusieurs organisations syndicales de la CGT, de Solidaires, de la FSU ainsi que des associations comme Cordistes en colère ou encore Henri-Pézerat, ont appelé à l'organisation de rassemblements revendicatifs à l'occasion de la Journée mondiale de la santé et sécurité au travail du 28 avril initiée par l'Organisation Internationale du Travail.

A lors que le travail continue à tuer massivement, à user les travailleurEs, à fabriquer des inaptes, un salarié est licencié toute les deux minutes en moyenne en France parce que son poste de travail n'est pas adapté à sa santé, force

est de constater que le niveau de mobilisation n'est pas à la hauteur des enjeux. Avec seulement deux rassemblements, l'un devant le ministère du Travail à Paris, l'autre devant la DREETS à Rouen, cela confirme que les questions de santé au travail ont du mal à

prendre leur place dans l'agenda revendicatif.

Cependant, l'existence d'un collectif unitaire d'organisations peut permettre de maintenir un cadre commun, pour échanger, former, informer, voire pour initier d'autres initiatives dans les semaines à



venir, et notamment à l'occasion du procès en appel de France Télécom qui s'ouvre la semaine prochaine suite à la vague de suicides.

Gérald Le Corre

Lire aussi page 12.

BLOIS La police tue, encore

Dans la soirée du jeudi 21 avril, à Blois, un étudiant d'origine marocaine a été assassiné par la police lors d'une interpellation.

Zakaria Mennouni, un jeune homme de 27 ans, étudiant à Amiens et alors en stage à Blois, est sorti vêtu d'un tee-shirt, d'un boxer et pieds nus dans la rue en se mutilant avec un couteau. À ce moment, l'étudiant était manifestement perturbé. La police en intervenant lui a ordonné de lâcher son couteau. Les policiers ont alors déclaré s'être sentis « menacés » et ont donc tiré sur lui, deux coups de taser puis trois tirs de LBD. L'un des policiers a alors utilisé son arme de service, le jeune homme est mort un peu plus tard à l'hôpital de Blois.

Est-ce un crime que d'être malade?

Une enquête a été ouverte pour tentative de meurtre sur agents dépositaires de l'autorité publique, donc la police n'aura pas à s'inquiéter des suites de cette affaire. D'ailleurs le policier qui a fait usage de son arme de service à quatre reprises, n'a pas fait l'objet d'une garde à vue.

Plusieurs éléments laissent penser que le jeune homme n'était pas dans un état psychique « normal ». Alors comment une personne qui ne va pas bien est-elle en capacité d'« obéir » aux ordres? Comment une personne en souffrance psychique peut-elle être rassurée par une intervention de sept policiers? D'autant plus si elle est étrangère et ne possède qu'un visa étudiant?

Les infirmierEs de psychiatrie et éducateurEs sont très régulièrement confrontés à de la violence, essentiellement générée par un profond mal-être. Imagine-t-on un seul instant qu'ils et elles répondent de la même manière que les policiers? Il existe des techniques pour retirer, à plusieurs, plus ou moins facilement, un objet contondant, puis pour accompagner la personne vers l'apaisement.

Un cas pas si isolé

La mort du jeune homme de Blois n'est pas isolée. En France, les cas se multiplient. Il est scandaleux qu'aujourd'hui des personnes atteintes d'un trouble psychique, d'autisme ou de handicap mental meurent parce que des policiers arguent de leur légitime défense. Les stéréotypes jouent à plein : sur la « folie », le handicap ; et on peut rajouter que les victimes répertoriées sont très souvent d'origine étrangère. Ce genre de cas ne sort pas de nulle part, il accompagne la détérioration du système de santé dû à la politique capitaliste du profit. Oui, la santé ça coûte cher, et ça ne rapporte pas. Il faut faire une priorité du financement des structures de soins et d'éducation ainsi que la revalorisation les salaires des travailleurEs de ces secteurs. Un meilleur accès aux soins, aux accompagnements éducatifs, et une meilleure insertion sociale, permettent de limiter l'apparition de crises, notamment dans l'espace public.

Oui, la police tue

On peut et on doit également évoquer la question du désarmement de la police car ce n'est pas la première fois que le bras armé de l'État tue dans le Loir-et-Cher. Il y a cinq ans le GIGN était venu abattre Angelo Garand chez ses parents lors d'un repas car il n'était pas rentré après sa permission de sortie de prison. Depuis cinq ans, le collectif Justice pour Angelo dont fait parti le NPA 41 lutte pour faire reconnaître le meurtre d'Angelo. En 2010, c'était Luigi Duquet qui avait été tué par les gendarmes. Angelo et Luigi appartenaient à la communauté des gens du voyage, et Zakaria était d'origine marocaine : on ne peut pas ne pas voir le caractère raciste de ces meurtres.

Justice pour Zakaria

Il est l'heure maintenant de réclamer justice et vérité pour Zakaria Mennouni, ce à quoi le NPA 41 se joint pour soutenir la famille et les proches de l'étudiant. Pour comprendre et pour que justice soit faite, il est essentiel de faire reconnaître le caractère psychophobe de ce meurtre. Et les proches ont déjà commencé à s'organiser autour de la page Facebook Justice pour Zakaria en lien avec les collectifs Justice pour Angelo et Urgence notre police assassine.

Radu Varl

Souscription**Pour soutenir l'anticapitalisme, donnez utile!**

Le NPA lance cette année une souscription exceptionnelle au mois de mai.

Malgré la réélection de Macron, nul ne peut être dupe de la nature du macronisme. Le bilan du premier quinquennat est sans appel, et le second mandat s'annonce comme un approfondissement des attaques sociales, démocratiques et idéologiques réactionnaires. Battue au second tour mais loin d'être défaite, l'extrême droite va encore voir s'élargir son boulevard, et le danger est plus présent que jamais.

Se battre, ça coûte de l'argent

Si, pour ces législatives, le NPA est favorable à des candidatures d'union contre la droite et l'extrême droite et en rupture avec les politiques pro-capitalistes à gauche, c'est désormais le 3^e tour social qui s'ouvre dans la rue, nos lieux de travail et d'étude. D'abord contre la « réforme » annoncée de nos régimes de retraites. Plus que jamais, nous aurons besoin d'unité et de radicalité. Pour construire un front commun et durable de notre classe, articulant mobilisations de rue et batailles idéologiques. Vers une force politique anticapitaliste large, antifasciste, antiraciste, féministe, écologiste et internationaliste, pour la transformation révolutionnaire de la société. Dans cette perspective, pour que le NPA tienne sa place, disons-le sans détour : il faut (aussi) de l'argent. Si les cotisations de nos militantEs constituent la majorité de nos ressources, les dons sont tout aussi importants. Car se battre, dans la rue et dans les urnes, coûte de l'argent. En vrac, il faut imprimer notre journal, nos tracts, affiches, autocollants et banderoles. Payer les loyers, taxes et assurances sur nos locaux. Rembourser les déplacements nécessaires à nos militantEs. Rémunérer quelques permanentEs pour des tâches clés. Louer des salles pour nos initiatives. Régler les honoraires de notre expert-comptable et de nos commissaires aux comptes. Acheter des fournitures et consommables divers. Soutenir notre presse et notre librairie. Et parfois payer des frais de justice... Quant aux élections, si le financement de notre campagne présidentielle est assuré avec l'obtention des 500 parrainages, ceux des scrutins à venir ne le sont pas. Petites ou grandes, ces dépenses forment un tout : notre budget. Nous avons donc vraiment besoin de vous. Pour soutenir l'anticapitalisme, donnez utile!

**Législatives/Débats****Législatives en Corse: les bases de l'accord entre a Manca et l'Union populaire**

Nous publions le point de vue de nos camarades d'a Manca sur les élections législatives en Corse.

Comme nous l'avons dit aux représentants insulaires de la FI, c'est surtout un accord sur le fond politique qui nous importe, loin des marchandages électoraux qui, hélas, passent souvent au premier plan dans notre pays.

Convergences et vigilances

S'il est bien clair pour nous que ce ne sont pas les institutions de la bourgeoisie qui permettront de renverser le capitalisme, nous avons toujours défendu dans les moments électoraux l'idée d'un plan de mesures d'urgence. De ce point de vue nous retrouverons sur à peu près 90% des 694 mesures proposées par l'Union populaire. Certaines, au vu des enjeux immédiats en Corse, et indépendamment de la question démocratique, trouvent un écho particulier. Confrontés ici à une offensive récente de la bourgeoisie de prédation sur les dossiers des transports et des déchets, les propositions de l'Union populaire sont identiques aux nôtres, pour la défense et la promotion des services publics et pour l'objectif zéro déchet. Et nous convergions sur bien d'autres points, comme par exemple sur la question des femmes, de la jeunesse, des droits des minorités, de la gestion de l'eau douce, etc. Nous avions exprimé à la FI deux points de vigilance difficilement surmontables pour nous : la place des socio-libéraux du PS dans le cadre d'un accord global et les relations de la FI avec le PCF en Corse, qui est sur le plan local une



force partisane du statu quo sur la question démocratique Corse. Le PCF ayant exigé l'abandon de la FI à toute référence à l'article 74, qui permet sur le plan constitutionnel d'octroyer à la Corse un statut d'autonomie, les négociations avec le PC ont été rompues. Nous sommes donc pleinement satisfaits du maintien de la ligne de la FI sur cette question politique centrale.

Un accord à finaliser

Concernant le PS, il faut savoir qu'il n'a plus d'existence indépendante au plan local, ayant fusionné globalement avec le parti autonomiste Femu a Corsica. Concernant les débats plus généraux, nous

prenons acte de l'hostilité d'Hollande et de ses lieutenants à tout accord avec la FI, ainsi que de l'opportunisme obligé de Faure et de ses amis, disposés à lâcher du lest pour sauvegarder leur appareil. Nous ne sommes donc pas aujourd'hui confrontés à un PS acquis au blairisme qui imposerait ses choix socio-libéraux dans une démarche de nouvelle « gauche plurielle », mais bien dans le cadre d'un PS résiduel devant renouer provisoirement avec la social-démocratie pour devenir LFI compatible. Cette organisation ne peut qu'exploser à terme et ne représente plus une menace pour le monde du travail.

Face aux urgences et aux périls de l'heure, la gauche chilienne a su faire preuve de responsabilité. En ce qui nous concerne, face aux enjeux planétaires et au péril fasciste, nous n'opterons pas pour la chasse aux « social-traitres », car non seulement nous ne sommes pas sectaires et n'opposons pas les niveaux de lutte, mais en plus nous pensons être en capacité de tirer quelques leçons de l'histoire. Rien ne nous empêche désormais de finaliser notre accord avec l'Union populaire dans le cadre des élections législatives en Corse. **A Manca**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

Les Nôtres**Romain, notre ami et camarade de Saint-Denis**

Romain tu as été le frère, le père, le compagnon mais aussi l'ami que tout le monde aurait voulu avoir. Ton humanité, ta générosité, ton ouverture d'esprit, ton sens de l'humour et de partage étaient captivants, communicatifs. Le nombre et la diversité de tes amiEs en témoigne. Romain, tu as été le camarade et le militant antiraciste et antifasciste, de la première heure, sur qui l'on pouvait compter.

Une fidélité et une solidarité sans faille

Nous avons eu cette chance de t'avoir comme ami et camarade. Sans être membre du NPA, tu as été d'une fidélité et d'une solidarité sans faille à nos combats contre les oppressions, les injustices et pour changer radicalement ce monde. Toujours prêt à être sur nos listes électorales, pas parce que tu voulais être élu mais par conviction profonde. Ta solidarité se traduisait aussi par la souscription que tu donnais, année après année, au NPA. Tu me fixais souvent rendez-vous au

café de France, au dernier moment, juste avant le 31 décembre car tu ne voulais pas rater ce geste de solidarité.

Tu faisais partie de ces camarades qui passaient, le dimanche matin aux Quatre Rues, pour prendre les tracts, acheter le journal, discuter de l'actualité politique. Romain tu as été aussi de nos soirées « cous-cous » rue du Landy et de nos fêtes d'été, à l'école du Corbillon.

Notre camaraderie trouve ses racines dans nos engagements communs, dans la façon de voir la vie et dans cette volonté d'un monde meilleur. Il y a une question sur laquelle tu étais particulièrement intransigeant. C'est celle de la lutte contre le racisme et le fascisme. Avec Ras l'Front, tu as illustré sur la ville le combat contre le poison que représentait les idées du Front national et l'impérieuse vigilance à garder à son encontre. C'est là que nous t'avons rencontré au début des années 2000. Nous essayions de faire face, collectivement et grâce à Ras l'Front, à ce monstre immonde et haineux du Front national. Nous avons manifesté, collé, fait des actions



de sensibilisation afin de contrer les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, dont les discours et les politiques antisociales, relayés par les médias, faisaient le lit du Front national.

Le combat continue

Romain, tu nous quittes à un moment où la situation locale et nationale fait plus que jamais peur – un maire ultrasécuritaire, un président arrogant et ultralibéral, le Rassemblement national au plus haut niveau, une partie importante de la population, déçue par les différents gouvernements et ayant l'illusion que la solution se trouvera

dans un parti fasciste et xénophobe. Le contexte international, avec la guerre en Ukraine et ses menaces d'extension, les guerres dans tous les coins de la planète, a de quoi nous inquiéter et nous rendre encore plus déterminés à vouloir changer ce monde. Avec Laurent et Laurence, nous avons pu te voir le lendemain du premier tour des élections. Toutes ces questions te préoccupaient sérieusement. Je t'avais apporté le dernier *Anticapitaliste*, mais aussi celui en hommage à notre camarade Krivine et un numéro spécial de notre mensuel sur 1001 façons de combattre le fascisme. Tu tenais vraiment à les lire! Qu'il est difficile de te dire au revoir aujourd'hui. Nous voudrions juste te dire que tu vas nous manquer, tu nous manques déjà mais tu vivras toujours dans nos cœurs et dans nos luttes. Oui, le combat continue! Nous voulons aussi manifester toute notre amitié et notre solidarité à Oscar, Mona, Gwenaël et à tous tes proches. Bon voyage Romain. Hasta siempre companero! **Théo, pour le comité NPA de Saint-Denis**

« La France est en avant-dernière position des pays de l'Union européenne pour les accidents grave au travail »

Entretien. Le 28 avril était la journée internationale pour la santé et de la sécurité au travail. Elle a été l'occasion de mobilisations syndicales. Nous avons interviewé **Véronique Daubas-Letourneux**, autrice de « Accidents du travail. Des morts et des blessés invisibles ». Sociologue et enseignante-chercheuse, elle a participé aux débats qui ont entouré ces mobilisations.

Tu soulignes que l'insécurité fait la une des médias, mais qu'on peut perdre sa vie à la gagner sans que cela n'intéresse ni la presse ni vraiment la sociologie ou la santé publique, et même paradoxalement assez peu les luttes sociales. Alors accidents du travail, combien de mortEs, combien de blessés invisibles ?

Je pars des données de 2019 du régime général. Les accidents du travail ont fait 733 morts cette année-là, soit 14 décès par semaine, ceci sans compter les accidents de trajets. Il y a eu 900 000 accidents du travail reconnus en 2019, dont 650 000 suivis d'un arrêt d'au moins un jour. Cela fait en moyenne chaque semaine 12 500 blessés, accidentés du travail, dont 650 avec des séquelles reconnues indemnisables. À ces chiffres, il faudrait encore rajouter ceux des autres caisses, les accidents du travail non déclarés... Une violence sociale invisibilisée ! Il faut noter que la France est en avant-dernière position des pays de l'Union européenne pour les accidents graves au travail. Pour le chiffre standardisé de 100 000 salariés, on y compte 3 037 accidents graves en 2012, contre seulement 921 au Royaume-Uni et une moyenne européenne de 1 702. C'est un des déterminants majeurs des inégalités sociales de santé en France. Accidents du travail, accidents dus au travail : une fabrique des inégalités sociales. L'écart d'espérance de vie est très important en France entre ouvriers et cadres, près de sept ans. Plus si l'on regarde l'espérance de vie en bonne santé !

On n'est pas tous exposés de la même manière. Les statistiques permettent de mettre en avant une certaine régularité. Où l'on retrouve l'image de l'accidenté du travail homme, jeune, précaire, ouvrier du bâtiment ou de l'industrie. Le groupe ouvrier est évidemment sur-représenté. Les accidents du travail touchent plus les hommes que les femmes, mais plus en raison de la structure de l'emploi. À groupe professionnel égal, les chiffres d'accidents du travail sont à peu près les mêmes. Une tendance marquante importante est à signaler : le secteur du soin et de l'aide à la personne, très féminisé, qui connaît une hausse importante des accidents du travail, à l'opposé de la légère tendance à la baisse des autres secteurs. Dans la construction, le bâtiment, l'agro-alimentaire, les taux sont très importants. Les jeunes sont plus souvent accidentés, mais ce sont souvent les travailleurs les plus âgés qui ont les accidents les plus graves.

Uber, Deliveroo, des secteurs qui se développent, mais où on n'a pas de statistiques des accidents du travail, car les auto-entrepreneurs, comme ils ne sont pas salariés, n'ont pas de couverture accident du travail-maladie professionnelle, alors que la précarité de leur statut les rend plus vulnérables aux accidents du



travail. Une forte invisibilisation, du fait de l'absence de couverture. On le voit les statistiques sont la partie émergée de l'iceberg, car échappent les ubérisés, les non-déclarés, les déclarés et pas reconnus. Parfois la sous-déclaration est organisée au sein des entreprises, parfois jusque dans les grands groupes. Parfois elle est présentée comme étant le choix même de l'accidenté. Mais ce « choix » est en fait la conséquence de multiples pressions, notamment pour les travailleurs intérimaires qui ont peur de ne pas avoir de mission derrière, pour les salariés qui ont peur de perdre leur poste et donc du salaire, sans parler des licenciements. C'est préjudiciable pour le travailleur, moins bien pris en charge financièrement et qui ne pourra pas faire valoir une éventuelle rechute, pour la branche maladie de la Sécurité sociale, qui doit prendre en charge ce qui devrait relever de la branche accident du travail-maladie professionnelle, financée par les employeurs seuls, et pour le collectif, car la déclaration

et la connaissance des accidents du travail peuvent permettre d'identifier des risques professionnels éprouvés, de faire de la prévention, modifier un process ou une machine.

Ton livre est aussi nourri des questionnaires menés auprès d'accidentés du travail qui, au-delà de l'aspect individualisé de l'accident, font apparaître des logiques collectives, sociales...

Oui, souvent quand j'interroge les accidentés, ils soulignent le côté « Pas de chance », ou « J'ai pas fait attention ». Mais leur description de l'accident reflète en réalité souvent des conditions de travail dans l'urgence, on décharge le camion plus vite sans enlever la bâche, sans avoir la possibilité, car pas le temps, de respecter les consignes de sécurité. On s'éloigne alors de cet enjeu culpabilisant et individuel pour accuser une forte intensification du travail, lié à des contextes d'urgence, de « just in time », de sous-effectif, de sous-traitance en cascade, de flexibilisation, d'absence de formation, de précarité, de refus d'investissement, de peur de perdre son poste ou son travail. De volonté de désorganiser les collectifs de salariés, de marginaliser les savoirs ouvriers... Tout cela amène à des prises de risques. On fait porter sur la santé des travailleurs une urgence portée par l'organisation du travail.

Avec Macron 2, la question de l'âge du départ en retraite est reposé.

Parler d'un âge unique de départ à la retraite est aberrant. Il faudrait aussi poser le débat en termes d'emploi durable qui n'abime pas la santé. Pour avoir une retraite en bonne santé. L'enjeu est de réfléchir

à un travail qui n'use pas la santé avant même d'être dans une perspective de partir à la retraite à tel âge. D'autant qu'usés, une grande part des travailleurs âgés ne sont plus capables d'être en situation professionnelle à l'âge de la retraite.

Tu cites une tribune d'avocats du travail qui expliquent que le covid est en train de fabriquer un gigantesque accident du travail...

Le covid reflète encore ces inégalités de prise en charge des accidents du travail. Le tableau 100 qui a été créé au moment du covid pour les maladies professionnelles du régime général, mentionne les secteurs concernés. On y retrouve uniquement le secteur du soin, mais les éboueurs, les caissières, beaucoup de ces essentiels du covid qui ont été exposés, acclamés, ne sont en fait pas reconnus en maladie professionnelle pour le covid ! Sans oublier qu'au-delà même des secteurs uniquement concernés, les conditions de reconnaissance sont très restrictives, puisqu'il faut par exemple que le covid ait nécessité une oxygénothérapie, en oubliant d'autres formes de covid, les covid longs par exemple. Des conditions très restrictives, alors que de nombreux travailleurs et travailleuses sont allés au travail sans avoir le choix.

Quel est l'enjeu de cet invisibilisation, de cette individualisation ?

L'enjeu de rendre visibles les accidents du travail, c'est de sortir de cette approche privée de la santé, de cette prise en charge essentiellement individuelle, quand elle est prise en charge d'ailleurs. Les accidents du travail, mais aussi les maladies professionnelles, les cancers, l'exemple le plus évident étant ceux dus à l'amiante, 3 000 décès par an, sont des événements sentinelles qui questionnent le travail, la précarité, l'absence de statut, la destruction des collectifs de travail, la législation du travail... Et qui peuvent fonder des luttes collectives.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LE NIVEAU DE LA MER MONTE DEUX FOIS PLUS VITE QUE PRÉVU EN NOUVELLE-ZÉLANDE.

Le niveau de la mer monte deux fois plus vite que prévu dans certaines parties de la Nouvelle-Zélande, menaçant les deux plus grandes villes du pays, selon une étude publiée lundi.

Les données recueillies le long du littoral du pays ont montré que certaines zones s'enfoncent déjà de trois à quatre millimètres par an, accélérant le péril tant redouté.

Les projections sont le fruit d'un vaste programme de recherche sur cinq ans – baptisé NZ SeaRise – effectué par des dizaines de scientifiques locaux et internationaux et financé par le gouvernement.

Selon leurs prévisions, les autorités disposent de moins de temps que prévu pour planifier la manière de s'adapter aux conséquences du changement climatique, notamment une relocalisation des habitants vivant le long des côtes.

D'après Tim Naish, le professeur à l'université Wellington de Victoria qui a co-dirigé le programme, si le niveau de la mer au niveau mondial augmentait d'environ un demi-mètre d'ici 2100, cette hauteur devrait atteindre près d'un mètre dans de grandes parties de l'archipel car la terre s'enfonce dans le même temps.

Ce serait particulièrement catastrophique pour Wellington, la capitale, qui pourrait connaître une élévation du niveau de la mer de 30 cm d'ici 2040, ce qui n'était pas attendu avant 2060.

Les habitants de Wellington pourraient ainsi être victimes chaque année d'une inondation occasionnant des dégâts.

« Nous avons moins de temps pour agir », a déclaré M. Naish, estimant que « c'est un peu terrifiant ».

Les données montrent que le littoral sud-est de l'île du Nord, plus peuplée, est le plus exposé.

Auckland, qui, avec 1,7 million d'habitants, est la plus grande ville du pays, est particulièrement vulnérable. Selon les prévisions, le niveau de la mer augmentera 50 % plus vite sur le front de mer du centre-ville et dans plusieurs banlieues, ce qui aura d'immenses répercussions sur le prix des maisons et les primes d'assurance. [...]

L'élévation du niveau de la mer est due à la dilatation thermique de l'océan – l'eau prend plus de place quand elle se réchauffe – et à la fonte des glaciers des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique.

Agence France-Presse, « Le niveau de la mer en Nouvelle-Zélande augmente plus vite que prévu, selon une étude », 2 mai 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires	6 mois	1 an
Hebdo	35 €	70 €	25 €	50 €	
Mensuel	25 €	50 €	20 €	40 €	
Hebdo + Mensuel	60 €	120 €	45 €	90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		3 mois	12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo	17,5 € par trimestre	30 € par trimestre
Hebdo	12,5 € par trimestre	22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org